

Hommage à Ferdinand Buisson.

Numéro d'inventaire : 2007.05971

Auteur(s) : Émile Glay

Type de document : article

Date de création : 1932

Description : 2 pages détachées pliées en 4

Notes : Article extrait de "L'Ecole Libératrice" du 27 février 1932. N°22. Ferdinand Buisson est mort le 16 février 1932. Hommage des journalistes du périodique à Ferdinand Buisson et article d'adieu de Emile Glay. Une photo en une de Ferdinand Buisson

Mots-clés : Travaux d'histoire de l'éducation, histoire de l'éducation

Iconographie (personnages et événements liés à l'histoire de l'Education, sauf pédagogues)

Filière : aucune

Niveau : aucun

Autres descriptions : Langue : Français

Nombre de pages : 4

Commentaire pagination : page 453 à 456

Sommaire : sommaire

L'ÉCOLE LIBÉRATRICE

ORGANE HEBDOMADAIRE du SYNDICAT NATIONAL
des INSTITUTRICES et INSTITUTEURS de FRANCE et des COLONIES

3^e Année. — N° 22.

(Ancienne Fédération des Amicales fondée en 1901)

27 Février 1932.

SOMMAIRE DU N° 22. — 27 FEVRIER 1932.

Hommage à Ferdinand Buisson

Vie syndicale

L'action pour l'avancement.

BAUCOMONT: *Les postes déshérités des régions montagneuses.*

Education sociale

M.-L. CAVALIER: *Le suffrage et l'éligibilité des femmes.*

Echos et Pamphlets

Vie pédagogique

JALESSE: *Radiophonie scolaire.*

BROUTET: *L'observation et la personnalité de l'enfant.*

R. BRANGIER: *La dictée préparée.*

Vie internationale

R. LLOPIS: *L'Ecole laïque en Espagne.*

L. DUMAS et G. LAPIERRE: *L'Ecole unique fasciste.*

Chroniques

J. VIDAL: *Auguste Forel.*

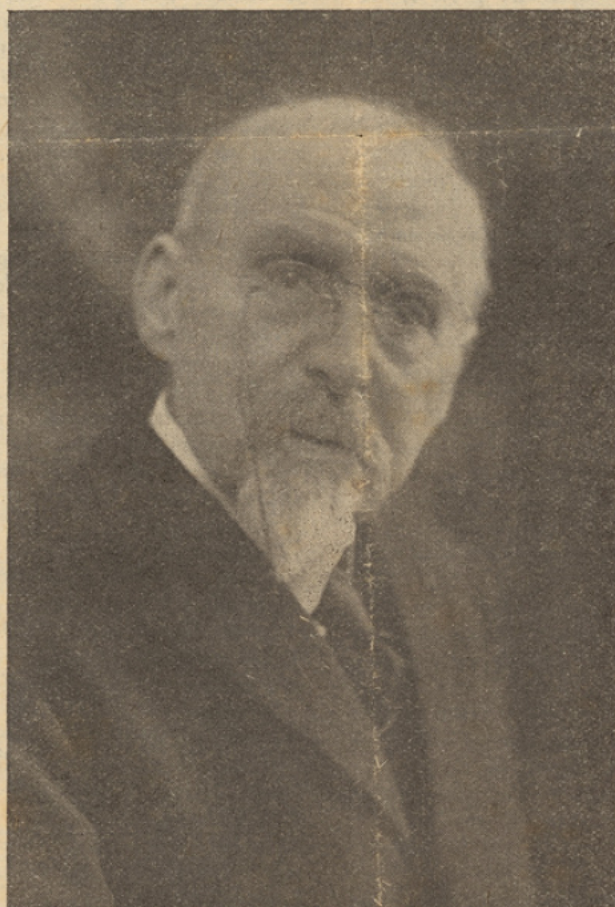
L. GACHON: *Ernest Pérochon.*

Revue scolaire

FERDINAND BUISSON

Né le
20 décembre 1841
à Paris

Décédé le
16 février 1932
à Thieuloy
(Oise).



Directeur de
l'Enseignement
Primaire
de 1879 à 1896

Prix Nobel
de la Paix
en 1926.

FERDINAND BUISSON

FERDINAND BUISSON est mort, le 16 février dernier, dans le petit village de Thieuloy (Oise), où il s'était retiré depuis quelques années.

Le 19 février, après une cérémonie émouvante au cours de laquelle Glay, parlant au nom du Syndicat National, rendit à Ferdinand Buisson le suprême témoignage d'affection et de reconnaissance des instituteurs, un cortège de plus de mille personnes (orphelins de Cempuis, délégations de l'Oise, délégués de la Ligue des Droits de l'Homme, des associations pacifistes, de la Ligue de l'Enseignement, du Syndicat National des Instituteurs) conduisit son corps au petit cimetière campagnard blotti en bordure d'un val-lon ceinturé de haies vives.

On lira plus loin le discours de Glay et nous donnerons la semaine prochaine une relation de la cérémonie organisée rue Jean-Dolent par la Ligue des Droits de l'Homme.

Nous voulons ici retracer les principales étapes de sa vie, en insistant sur ses années de jeunesse, un passé déjà si lointain que bien peu le connaissent.

Fils d'un juge au tribunal de Saint-Etienne, Ferdinand Buisson était né à Paris le 20 décembre 1841. Il commença ses études au collège d'Argentan, les continua au lycée de Saint-Etienne, qu'il fut contraint de quitter à 16 ans, par suite de la mort de son père. L'adolescent vint à Paris, donna des leçons pour subvenir aux besoins de sa mère et de ses frères, mais n'en acheva pas moins ses études secondaires par ses propres moyens.

Après un stage au Lycée Condorcet, il se présenta à l'Ecole normale supérieure, qui le refusa pour faiblesse de constitution. Sans se décourager, il passa l'agrégation de philosophie, puis, se refusant au serment de fidélité que l'Empire exigeait des professeurs, il s'exila en Suisse, où il obtint, en 1866, après concours, une chaire de philosophie à l'académie de Neuchâtel, fonction qu'il allait occuper jusqu'en 1870.

En 1867, il assista, à Genève, au premier congrès de la paix et de la liberté, que présidait Garibaldi et où Edgar Quinet prit la parole. Après ce congrès, dont le principal organisateur, Acolas, fut condamné à un an de prison, Ferdinand Buisson publiait un article intitulé : *L'abolition de la guerre par l'instruction*, dans un journal qui venait d'être fondé sous le titre : *Les Etats-Unis d'Europe*.

« Il n'y aura plus de guerre possible, disait-il, ni locale, ni générale, le jour où l'humanité ne consentira plus à fournir de la chair à canon. Et c'est ce jour dont il faut hâter l'aurore.

« ... Le grand levier, le grand ressort à mettre en mouvement, c'est l'instruction. Par l'instruction, on peut réformer la nation et le citoyen dans le monde. Ce n'est pas seulement dans les assemblées populaires, dans les journaux, dans les congrès, c'est dans les mœurs publiques qu'il faut combattre et extirper le militarisme. Il faut le combattre dans des habitudes en apparence insignifiantes, mais qui ont une influence incalculable sur l'éducation individuelle. Il faut le combattre dans le goût qu'on a pour l'uniforme. Il ne faut pas supporter que dans les écoles on enseigne

l'admiration pour les conquérants, pour les grandes gloires militaires... »

Deux ans plus tard, participant, à Lausanne, au deuxième congrès de la paix et de la liberté, que présidait Victor Hugo, il y prononçait un discours dans lequel il s'écriait : « A bas le dieu des armées, le dieu des Césars et des Napoléons ! Je voudrais un Voltaire occupé pendant cinquante ans à tourner en ridicule rois, guerres, armées ! »

Dans le même temps, il n'hésitait pas à s'attaquer à l'orthodoxie protestante. Le 5 décembre 1868, dans une conférence publique sur l'enseignement de l'histoire sainte dans les écoles primaires, il réclame la laïcité de l'Ecole et résume sa thèse par ces mots : « Abolissez l'histoire sainte et mettez à sa place l'histoire de l'humanité. »

On imagine l'explosion de colère des fanatiques.

F. Buisson ne cède pas. Il reprend quelques jours plus tard sa conférence au Locle. Une lettre de James Guillaume nous montre F. Buisson déjà tout armé pour la lutte qui va remplir sa vie. « Après la conférence, écrivait J. Guillaume, nous nous sommes réunis une trentaine avec M. Buisson, et nous avons causé jusqu'à minuit des grandes questions de notre époque, de nos convictions, de nos luttes, de nos espérances. Cela fortifie d'entendre un homme de cœur parler librement ; l'accent de la conscience s'impose, même aux adversaires ; il semblait, en écoutant Buisson, que, sorti d'une atmosphère malsaine et étouffante, on respirait un air plus pur. » (Lettre du 17 décembre 1868.) Et là, nous apparaît le Buisson que nous avons connu. Fermeté de conviction. Unité d'âme. Tolérance. Courage.

F. Buisson poursuit sa campagne, qui, dit J. Guillaume, « agitait au plus haut point les esprits, et les membres de l'Internationale (la I^{re} Internationale, dont J. Guillaume faisait partie), au Locle, à La Chaux-de-Fonds et au Val de Saint-Imier, s'y associaient avec ardeur ». (L'Internationale, J. G., I, 114.)

Dès ce moment aussi, il commençait sa thèse sur Sébastien Castellion, cet humaniste du XVI^e siècle, qui, devenu protestant et disciple de Calvin, connut les rigueurs de la persécution calviniste pour avoir protesté contre le supplice de Michel Servet.

La guerre de 1870 le trouva en Suisse.

Fils de veuve, libéré de toute obligation militaire, il rentre en France après Sedan et s'engage dans la garde nationale. Il fait partie du 91^e bataillon, « le bataillon révolutionnaire et patriote ».

Le 22 janvier 1871, lorsqu'après l'affaire de Buzenval, le Gouvernement s'apprête à capituler, que les bataillons marchent à l'appel de la Corderie sur l'Hôtel de Ville, Ferdinand Buisson est parmi les insurgés avec son frère et Benoît Malon. (Maxime Vuillaume : *Cahiers rouges*, VIII, 69.)

On sait l'échec. Les mobiles bretons accueillent les bataillons insurgés à coups de fusil. Le soulèvement échoue.

James Guillaume, qui relate de son côté la participation de Buisson à l'insurrection du 22 janvier, montre ensuite Ferdinand Buisson fondant dans le XVII^e arrondissement

seils de la pratique quotidienne du métier, depuis le monument incomparable qu'est le Dictionnaire de Pédagogie, jusqu'aux simples leçons scolaires écrites avec tant de cœur. Partout Ferdinand Buisson domine la pléiade des hommes désintéressés, courageux, à qui la République doit l'Ecole Laïque. Il n'enseignait pas seulement à ces éducateurs, il les persuadait, il les convainquait, il leur faisait comprendre cet idéal de justice et d'amour que les grands politiques de la Révolution avaient exprimé dans un langage théorique et qu'il voulait, lui, traduire en actes et en institutions dans le monde réel.

Ayant été élevés, guidés, par de tels éducateurs formés à son image, ce n'est pas par hasard que, dans le mouvement spontané éclatant chez nous avec l'apparition des Associations, nous rencontrâmes Ferdinand Buisson. Alors le Maître recommença pour nous ce qu'il avait fait avec nos aînés; il voyait dans la progression de notre syndicalisme la conséquence heureuse de l'organisation collective qu'il avait conçue pour les premiers animateurs de l'Ecole 30 ans auparavant.

Lui qui avait été si tenace, si audacieux, pour orienter Jules Ferry dans la réforme administrative par la collaboration, était heureux de voir nos groupements rechercher un contact régulier et permanent entre le cadre de contrôle et le cadre d'exécution. Il avait confiance dans l'esprit de mesure du personnel rendu plus fort, moins vulnérable, à l'abri des coups, sous la protection de son syndicat; là encore il restait le guide et l'inspirateur. Que de questions ils nous posaient dans nos multiples rencontres quand il cherchait sans relâche à savoir où nous voulions aboutir; comme il était satisfait de sentir notre souci de ne pas compromettre par une maladresse, une erreur, un geste imprudent, la grande œuvre dont il surveillait sans cesse le rythme de vie progressive. Défenseur autorisé de toutes nos causes, il était si indulgent, si persuasif, qu'il finissait par désarmer l'adversaire.

Nous n'oublierons jamais les conseils prudents et hardis qu'il nous donnait avec discrétion, parce qu'il ne concevait pas autrement son rôle dans la lutte que nous menons pour organiser nos associations, aussi avec inquiétude parce qu'il redoutait quelque excès bien excusable et toujours possible. Peut-être a-t-il souffert parfois de nos audaces d'un moment, mais jamais nous n'avons douté des raisons de ses scrupules, et somme toute, l'amitié aidant, nous avons fait comme les anciens : nous nous sommes inclinés

avec sympathie devant sa grande autorité. Comment aurions-nous pu agir autrement? Nous l'admirions pour tous les enseignements qu'il donnait : en Sorbonne, où sa parole persuasive enthousiasma notre jeunesse, à ce cours libre qui réunissait les chefs, les instituteurs et le public « tous préoccupés de la grandeur et de l'humilité de notre tâche commune », dans la presse, à la tribune du Parlement, et des Congrès si divers, où il dominait de toute sa force morale, de son érudition, de son honnêteté. Nous n'honorons pas seulement en Ferdinand Buisson le créateur de l'Ecole Laïque et le professeur; pour nous, instituteurs, il fut encore le modèle du citoyen par sa prodigieuse force de travail, par son énergie continue, patiente, à la recherche du vrai. En nous communiquant avec la simplicité et la conviction de toute sa vie, cette croyance quasi mystique dans l'éducation morale par la liberté et par la raison, cette assurance de la vérité, cette sincérité dans la vie professionnelle, Ferdinand Buisson a complété son œuvre d'administrateur et son travail de parlementaire puisqu'il a entre-tenu en nous, ses disciples reconnaissants, la force de l'esprit si nécessaire à une démocratie qui veut assurer l'avenir.

Educateur civique, éducateur pédagogique, éducateur politique, aussi serein dans les périodes de réaction que dans les heures plus douces du succès, aussi droit devant l'échec que dans la réussite, il nous frappe par sa constante unité d'action.

Cher grand Ami, votre vie, noble et généreuse sera continuée par vos élèves, les instituteurs; ils ne trahiront pas votre idéal si libéral, si humain.

Devant votre famille en pleurs, nous nous inclinons respectueusement, nous excusant d'avoir évoqué tant de souvenirs d'un passé si brévant pour nous et qui justifie la grandeur de notre affection reconnaissante comme la profondeur de notre douleur sincère.

Adieu, cher maître

E. GLAY.

CAMARADE,

N'oubliez pas que votre part de salaire correspondant à la journée du 3 mars doit aller aux chômeurs. Le mandat-chèque à l'adresse du trésorier de votre section doit partir le 4 mars.

A la date du 13 février, dans 601 communes d'une population totale de 12 millions d'habitants, il y avait 270.000 chômeurs secourus

Et la statistique officielle omet toujours de donner le nombre des chômeurs radiés des fonds de chômage pour avoir dépassé le délai de 180 jours au delà duquel ils perdent leur droit aux allocations